

"Assemblée parlementaire: un demi siècle d'histoire en deux discours" dans Les Européens

Légende: Extraits de deux discours, recueillis par Le magazine électronique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à l'occasion du 50ème anniversaire de l'institution: celui d'Edouard Herriot, président d'honneur de l'Assemblée, prononcé le 10 août 1949 lors de la première séance, et celui de Lord Russell Johnston, président de l'Assemblée, du 25 janvier 1999.

Source: Haller, Bruno(sous la dir.). Les Européens - Le magazine électronique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Numéro 13. [EN LIGNE]. [Strasbourg]: Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, [13.05.2003]. Disponible sur <http://assembly.coe.int/Magazines/Europeans/1999/le0499/cinquantenaire1.htm>.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe 2003

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"assemblee_parlementaire_un_demi_siecle_d_histoire_en_deux_discours"_dans_les_europeens-fr-df4815c9-9c75-44ac-9394-b36655970588.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

1949 – 1999 : l'Europe des valeurs a un demi siècle

Assemblée parlementaire : un demi siècle d'histoire en deux discours

La première séance

Edouard Herriot, Président d'Honneur de l'Assemblée – 10 août 1949

«C'est une erreur selon moi de croire que le rapprochement international doit naître d'une réduction de l'idée de patrie. Les sentiments élevés se complètent au lieu de se contredire. Le meilleur citoyen est celui qui, d'abord, se montre profondément attaché à sa famille, et c'est parce qu'il se sentira profondément dévoué à sa propre nation qu'il respectera sincèrement le génie des autres peuples tel que l'ont formé la Nature et l'Histoire.

De cette richesse d'âme qui concilie au lieu d'opposer, vous avez parmi vous le meilleur exemple. (...). Votre Statut vous confie le mandat de "donner corps et expression aux aspirations des peuples de l'Europe et [de] fournir aux gouvernements le moyen de rester constamment en contact avec l'opinion publique européenne ". (...)

Nous ne déclarons la guerre à personne; quoi que l'on puisse prétendre, notre réunion ne dirige de pointe agressive contre personne. "Toutes les portes, a dit M. le ministre Schuman, sont ouvertes vers l'Est, vers tous ceux qui, aujourd'hui, s'abstiennent d'être avec nous ".

Nous voulons simplement nous associer pour défendre les deux plus grandes acquisitions de la civilisation humaine : la liberté et le droit. La liberté, pour laquelle tant d'hommes se sont sacrifiés et qui veut qu'au sein de toute organisation collective l'individu conserve l'autonomie de sa conscience, sa personnalité politique et morale; le droit, qui, par des règles consenties, limite les intérêts et les privilèges de chacun. (...)

Mais, représentants et, dans une certaine mesure, responsables de nombreuses vies humaines, nous éprouvons l'angoisse de voir réapparaître certaines idéologies fondées sur le culte de la force, sur le "droit du poing", qui, à plusieurs reprises, ont provoqué, dans une proportion inconnue jusque-là, des massacres, des tortures, des exécutions, des déportations, l'horreur des chambres à gaz et ont fait de nombreuses victimes dont beaucoup de familles européennes portent le deuil. (...)

Maintenant, vous allez commencer vos travaux. Vous aurez d'abord à vous organiser. Le Conseil et l'Assemblée de l'Europe devront être une création continue. Dès maintenant, vous savez que vous voterez à titre individuel, sans aucune pression, ce qui est conforme à la conception de la liberté et du droit. Toute création, même la naissance d'un enfant, comporte un risque; toute création est un acte de foi. L'Assemblée européenne sera ce que la fera votre volonté ».

50 ans après

Lord Russell-Johnston, Président de l'Assemblée – 25 janvier 1999

«Nous avons assisté aujourd'hui, au Kosovo, au cercle vicieux de la haine et de la violence interethnique, avec ses tragiques colonnes sans défense de réfugiés. Les années où, grâce à Ibrahim Rugova, il aurait été possible de trouver une solution au conflit, ont été gaspillées et le ressentiment albanais s'est une nouvelle fois exprimé par un implacable terrorisme, qui a entraîné des représailles serbes massives sans discrimination.

Dans deux jours, l'Assemblée débatera l'avis favorable sur la demande d'adhésion de la Géorgie au Conseil de l'Europe. Nous nous en réjouissons et espérons que les deux autres pays du Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, trouveront la force de se réconcilier. Il faut plus de courage pour se réconcilier que pour faire

la guerre.

Je partage pleinement l'analyse selon laquelle le Conseil de l'Europe est une organisation politique de compétence générale. Si cela n'était pas le cas, il faudrait se demander ce que nous autres parlementaires, avec quarante ministres des Affaires étrangères et leurs ambassadeurs, nous faisons ici.

L'Assemblée a un rôle essentiel dans la mise en oeuvre des tâches politiques du Conseil de l'Europe.

Dans le monde entier, notre Assemblée est une institution unique: elle est un forum de parlementaires, issus de quarante pays, de tous les horizons politiques, qui est responsable, non devant les gouvernements, mais devant notre propre notion consensuelle de ce qui est juste. Ce qui a été réalisé en Europe devrait être un modèle pour toutes les autres parties du monde. Nous avons la responsabilité mondiale de la faire fonctionner. Trois de ses activités revêtent une importance particulière à cet égard.

Tout d'abord, étant donné que nous sommes avant tout une organisation vouée à la protection et à la promotion du pluralisme et des droits de l'homme, nous devrions intervenir beaucoup plus directement lorsque des violations sont alléguées, et c'est ce que j'ai l'intention de faire.

Ensuite, je pense que nous avons une capacité importante mais peu développée de médiation – ou je devrais même peut-être dire de prémédiation – dans les conflits.

Enfin, je suis très partisan de voir les choses par moi-même! Etant votre Président, je pense que, lorsque, quelque part, quelque chose ne va pas, je devrais y aller. Nous devons non seulement proclamer nos principes, mais essayer activement de les mettre en oeuvre. »